

# REBRANDING AFRICA FORUM

*6ème*  
**Edition**

« Enjeux socio-économiques de  
l'exploitation minière en Afrique »

**30** — clés  
**Idées**

**Bruxelles, 4-5 Octobre 2019**

# REBRANDINGAFRICA<sup>FORUM</sup>

## 6<sup>ème</sup> Edition

Thème : « Enjeux socio-économiques  
de l'exploitation minière en Afrique »

Bruxelles,  
4-5 Octobre 2019  
30 Idées clés



[www.rebrandingafrica.com](http://www.rebrandingafrica.com)  
[contact@rebrandingafrica.com](mailto:contact@rebrandingafrica.com)

30 <sup>des</sup> idées



Organisé en Partenariat avec



Bruxelles, 4-5 Octobre 2019

# REBRANDING AFRICA FORUM

*6ème*  
**Edition**

**Enjeux socio-économiques de  
l'exploitation minière en Afrique**

**30** <sup>clés</sup>  
**Idées**

**Bruxelles, 4-5 Octobre 2019**

---

**REBRANDING AFRICA FORUM**

**« Enjeux socio-économiques de l'exploitation minière en Afrique »**

Emmanuel BABISSAGANA, Responsable Comité Scientifique du  
Rebranding Africa Forum,

**Mise en page et illustration de Samori Media Connection SPRL**

**Edition 2020**

## REBRANDING AFRICA FORUM 2019 | CONSTATS DÉFIS ET PROPOSITIONS

Après sa grande première en terre africaine lors de sa cinquième édition, le Rebranding Africa Forum (RAF) a retrouvé sa terre natale bruxelloise les 4 et 5 octobre 2019, pour une sixième édition toute aussi riche en échanges et en opportunités. Articulée autour du thème « **Les enjeux socio-économiques de l'exploitation minière en Afrique** », avec le Burkina Faso à l'honneur, cette sixième édition a, comme les précédentes, réuni les compétences et les acteurs les plus pertinents.

La thématique des mines revêt en effet aujourd'hui une importance d'autant plus capitale pour l'Afrique qu'à l'instar du Burkina Faso, **plusieurs pays africains tirent une part importante de leurs revenus des industries extractives**. En outre, l'explosion de la demande en matières premières minérales des pays émergents crée une situation sans précédent, qui se traduit par une tension sur les approvisionnements et une forte augmentation des cours des métaux, lesquels ont triplé, en moyenne, depuis 2002.

Cette augmentation des cours stimule une croissance économique qui demeure toutefois insuffisamment **partagée**, notamment en Afrique subsaharienne où plus de la moitié de la population vit avec moins de 1,25 dollar par jour. Pire, **les régions les plus dotées en ressources minières sont paradoxalement souvent les plus pauvres et les plus meurtries par les conflits pour la conquête de ces ressources**.

Aussi l'enjeu est-il aujourd'hui de créer les conditions, mécanismes et dynamiques permettant que les richesses créées par le secteur minier alimentent en permanence les secteurs structurants de nos économies, contribuent à améliorer le niveau de gouvernance économique et politique, la qualité de l'environnement naturel et les

institutions, corrigent les inégalités socio-économiques et assurent ainsi la soutenabilité globale de l'exploitation minière.

**Pour y parvenir, les experts du RAF 2019 ont globalement proposé une démarche en trois temps :**

- **Premièrement**, dresser un état des lieux fidèle de l'exploitation minière en Afrique, que l'on déclinera ici sous la forme de constats tenant de lieu de points départ.

-**Deuxièmement**, relever les principaux défis qui se dégagent de ces constats.

-**Et enfin, troisièmement**, dégager les préconisations ou les propositions d'actions en vue de relever ces défis.

---

# *Genève* Edition 30 <sup>clés</sup> Idées

## LES CONSTATS

### Etat des lieux de l'exploitation minière en Afrique



\*L'Afrique a une longue histoire avec les mines, elle remonte à l'homo habilis, 2 à 3 millions d'années avant Jésus-Christ

\*Si l'on s'en tient aux statistiques officielles, **l'Afrique détient 30 % des réserves minières mondiales.** À titre d'illustration, 30 composants des téléphones portables viennent en majorité de d'Afrique.

\***L'exploitation industrielle de ces ressources** est cependant récente et **repose en grande partie sur les investissements étrangers.**



\* Ces investissements étrangers sont toutefois insuffisants et en recul ces deux dernières années. **Face à la concurrence des géants miniers (Inde, Chine, Australie et Canada) l'Afrique ne capte que 16 % des investissements dans ce secteur.**

\*L'exploitation minière sur le continent se résume globalement à l'extraction et à l'exportation des minerais.

\*L'extraction de ces mines reste marquée par un certain nombre de fléaux, déficit de transparence, trafics illicites, corruption, travail des enfants, faible rémunération des travailleurs et conditions de travail déplorables, avec des accidents mortels relativement fréquents, fuite des capitaux, etc.

**\*Le déficit de transformation locale de ces ressources se traduit par de faibles retombées tant pour les populations locales que pour l'État.**

**\*L'exploitation des mines en Afrique souffre en outre d'un déficit réglementaire qui fait peser des menaces tant sur l'environnement que sur la santé des populations** et la viabilité de leur écosystème.

\*Les trafics illicites des mines et surtout la très forte spéculation qui caractérisent ce secteur en fait le deuxième secteur le plus à risque après le pétrole et le gaz.

\*L'Afrique développe en conséquence assez peu son potentiel minier, à deux exceptions près, l'Afrique du Sud et le Botswana.

\*Cette timidité dans l'exploitation de ses ressources tient à plusieurs facteurs d'ordre politique (déficit de gouvernance et instabilité politique), économique (faiblesse du financement) et techno-scientifique (déficit de compétences multisectorielles requises).

\*Certains pays africains, à l'instar de la RDC sont des scandales géologiques, mais n'en tirent pas profit. Ils sont quasiment tous minés par des conflits armés pour le contrôle de ces ressources. (Malédiction des ressources, minerais du sang).





\*Pour remédier à cette malédiction supposée des ressources, l'Union Africaine s'est dotée en 2009 d'une **Vision minière africaine (VMA)\***, un cadre d'orientation qui vise l'utilisation stratégique par l'Afrique de ses ressources minières pour assurer son développement inclusif reposant sur une assise large.

\*Force est malheureusement de constater que plusieurs années après son adoption, ce cadre pêche par la lenteur de sa mise en œuvre et par son manque de notoriété auprès des principales parties prenantes du secteur minier.

Ces constats non exhaustifs suffisent cependant déjà à indiquer l'immensité des défis à relever pour que le secteur minier tiennent les promesses dont il est porteur.



---

\* **La Vision minière africaine (VMA)** est un cadre d'orientation adopté en Février 2009 par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine (UA), qui vise l'utilisation stratégique par l'Afrique de ses ressources minières pour soutenir une croissance durable et assurer son développement inclusif reposant sur une assise large. La VMA reconnaît la contribution apportée par l'exploitation minière artisanale et à petite échelle au développement économique local. Elle promeut en outre les droits des femmes et la justice entre les femmes et les hommes. Elle établit un régime fiscal progressif capable d'endiguer la fuite des ressources du continent par la fraude fiscale, l'évasion fiscale et par les flux financiers illicites provenant du secteur minier. Pour lire le document complet <http://www.au.int/fr>

## LES DÉFIS

Les principaux défis qui se dégagent de l'état des lieux de l'exploitation minière en Afrique



**\*Améliorer la gouvernance multisectorielle**, multi-niveau (petite, moyenne et grosse exploitation) et multi-séquentielle (court, moyen et long terme) de l'exploitation minière en Afrique.

**\*Investir massivement dans la formation** des compétences multiples requises pour l'essor de l'industrie minière en Afrique.

**\*Développer l'expertise et l'ingénierie requises sur tous les plans**, à toutes les étapes et à tous les niveaux de l'exploitation minière, depuis la stratégie de communication, la recherche de fonds, l'élaboration et la signature des contrats, l'octroi des permis d'exploration, le suivi des projets, jusqu'à la transformation et la commercialisation.

**\*Exorciser la « malédiction »** des ressources naturelles, transformer les minerais de sang en minerais de vie, de paix et de prospérité.

**\*Réussir la captation des capitaux et ressources humaines nécessaires** à l'exploitation de nos ressources minières, sans pour autant brader ces ressources en échange.

**\*Maîtriser les externalités négatives de l'exploitation minière** tant sur le court que sur les moyen et long termes, et **sur tous les plans envisageables** (santé, environnement, économie, etc.)

**\*Améliorer la chaîne de valeur des mines à travers l'industrialisation et la transformation locale**, et affecter les bénéfices escomptés au développement d'autres secteurs sociaux ou d'activités, éducation, santé, infrastructures, transports, etc.

**\*Faire des mines un des leviers majeurs de justice sociale et de croissance inclusive**, au bénéfice de toutes les parties prenantes, populations locales, États, investisseurs, etc.

**\*Faire des retombées du secteur minier des leviers de diversification de nos économies**, compte tenu de leur caractère limité.

**\*Intégrer les industries extractives dans des plans globaux de développement** ou dans la vie économique en général, car elles opèrent encore beaucoup comme des îlots au sein de nos sociétés.

Tels sont quelques-uns des défis majeurs relevés par les experts du RAF 2019 et au regard desquels ils ont émis des recommandations, préconisations et propositions dont nous reprenons ici l'essentiel.





## LES PROPOSITIONS

### Propositions d'actions pour créer les conditions d'une croissance économique inclusive

**1- Élaborer une vision minière nationale ou régionale** qui serve de boussole aux États pour l'exploitation minière, à la lumière de ses importantes retombées économiques, mais aussi de ses externalités négatives à court, moyen et long terme aux plans économique, environnemental et social notamment.

Articuler cette vision autour de trois préalables indispensables à réunir prioritairement pour l'essor de l'industrie minière africaine :

- La formation des compétences appropriées,
- L'acquisition de l'expertise requise à toutes les étapes du processus d'exploitation,
- Les infrastructures.



2- Investir donc massivement dans le développement des lycées scientifiques et y intégrer la formation aux mines.

3- Proposer dans ces lycées des formations intégrées, transversales et prospectives que requiert l'exploitation des mines et d'autres secteurs, **notamment la digitalisation** à laquelle l'exploitation des mines n'échappe pas. Cela implique donc de ne plus réserver des Écoles spécifiques pour ce secteur où interviennent plus que jamais d'autres compétences.



4- **Cibler et financer des projets d'innovation** afin de stimuler des innovations frugales, c'est-à-dire **adaptées aux moyens locaux, efficaces et à moindre coût**, en somme des innovations **qui permettent de faire mieux avec moins**, et ce à tous les niveaux de la chaîne minière. Il importe de soutenir à cet effet des incubateurs d'entreprises.





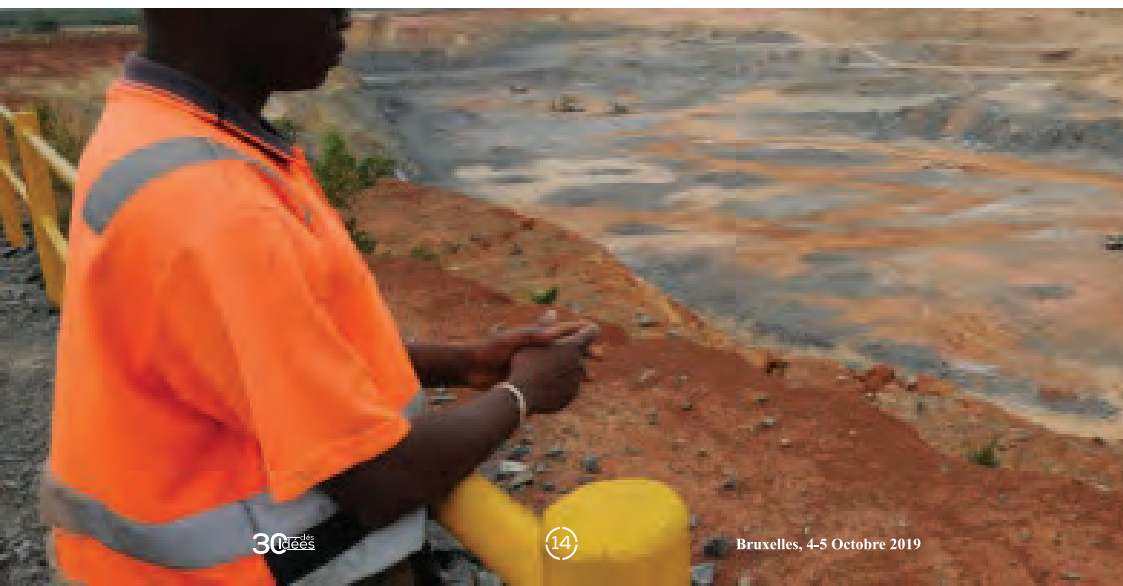
**5- Systématiser à cet effet l'annexion de conventions collectives aux contrats miniers** pour développer et préserver la seule ressource qui ne périt pas, la ressource intellectuelle.

**6- Veiller à assurer une meilleure rémunération et des perspectives de carrière dans ce secteur**, afin d'attirer les jeunes dans les filières qui s'y rapportent, et de retenir l'expertise locale qui bien souvent se laisse facilement corrompre, émigre ou alors travaille pour les multinationales.



**7- Axer primordialement les efforts sur l'expertise géologique**, afin d'avoir des cartes géologiques fiables. Car certains États ne connaissent même pas souvent leur potentiel minier et s'appuient sur les experts des compagnies qui postulent pour leur exploration, avec un risque de conflit d'intérêts évident.

**8- S'appuyer donc sur une expertise locale forte, bien rémunérée et permanente.** Car il y a ensuite la question du suivi, pour savoir comment avance l'exploration et quelle quantité de minerais est extraite. Ce ne sont pas les cabinets qui doivent assurer ce suivi des contrats d'exploration. Les cabinets passent, il faut des experts permanents, et de préférence locaux, experts financiers, juridiques, techniques, etc.



**9- Créer des partenariats appropriés, tant au plan local qu'international**, pour acquérir et financer le développement de cette expertise.

**10- Adopter une stratégie de financement globale**, adossée sur des partenariats appropriés et un environnement des affaires attractifs, car la question du financement est cruciale à toutes les étapes de la chaîne minière.

**11- Créer dans cette perspective des synergies régionales indispensables face aux géants miniers.** Un exemple à suivre est celui du Gabon, de la Guinée et de la Côte d'Ivoire qui ont créé une société de patrimoine minier, sorte de bras armé pour négocier les droits et participation de ces États dans les sociétés minières, en vue d'assurer le passage de simple pays d'exploration à pays de transformation.



**12- Créer à cet effet des fonds miniers avec une participation importante de l'État**, compte tenu de l'importance des sommes que requiert l'exploitation minière, de l'ampleur des risques et de la longue échéance des rendements.

**13- Signer par conséquent des partenariats équilibrés** en vue de développer un système d'assurances durables approprié aux investissements à long terme dans ce secteur.



**14- Soutenir prioritairement l'exploitation minière artisanale** pour favoriser l'économie nationale et développer l'expertise locale. Il importe à cet égard d'encourager et soutenir les Coopératives minières.

**15- Imposer des quotas d'investissement affectés aux ressources locales** (aux investisseurs locaux, privés et publics).



**16- Imposer des quotas genre dans le secteur minier, sur le modèle sud-africain.** Car 10 % seulement des effectifs dans ce secteur sont des femmes.

**17- Mettre sur pied un régime fiscal et de gestion** des ressources minières approprié à chaque sous-secteur et à chaque pays.

**18- Élaborer des codes miniers** suffisamment équilibrés et attrayants.



**19- Construire des cadres juridiques appropriés** qui sécurisent les investissements, mais aussi établissent clairement les responsabilités (sociales, économiques, environnementales, etc.)

**20- Consacrer par la loi le principe de précaution**, ainsi que le principe pollueur-payeur et se donner les moyens de les appliquer, c'est-à-dire de sanctionner les contrevenants.

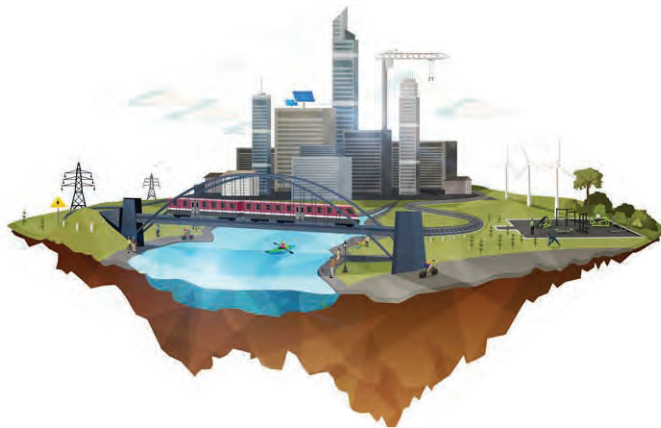


**21- Prioriser comme deuxième pôle d'investissement les infrastructures** ; car sans infrastructures (routières, énergétiques, etc.), pas d'exploitation industrielle des mines.

**22- Inscrire par conséquent l'exploitation des mines dans un plan global d'industrialisation**, et mobiliser en synergie les acteurs, moyens et compétences requis.

**23- Développer des zones de transformation** basées sur des ressources locales.

**24- Établir des priorités dans le type de minerais à exploiter**, cela fait partie de la vision ou stratégie minière globale à adopter en amont.



**25- Imposer des contrats de partage de production équilibrés**, ce qui est la nouvelle donne en matière minière pour la plupart des pays miniers. Il s'agit du virage du passage d'un paradigme passif à un paradigme actif...

**26- Enrichir, dans le même esprit, les conventions-type intégrées dans les codes miniers post 2014**, en intégrant les transferts de technologie, les investissements sociaux, écologiques, etc. Respecter et faire respecter le corpus dur déjà légalisé.



**27- Associer les populations locales aux projets miniers** afin de s'assurer qu'ils respectent les équilibres environnementaux nécessaires à la viabilité de leurs milieux de vie et à la préservation des tissus économiques locaux.



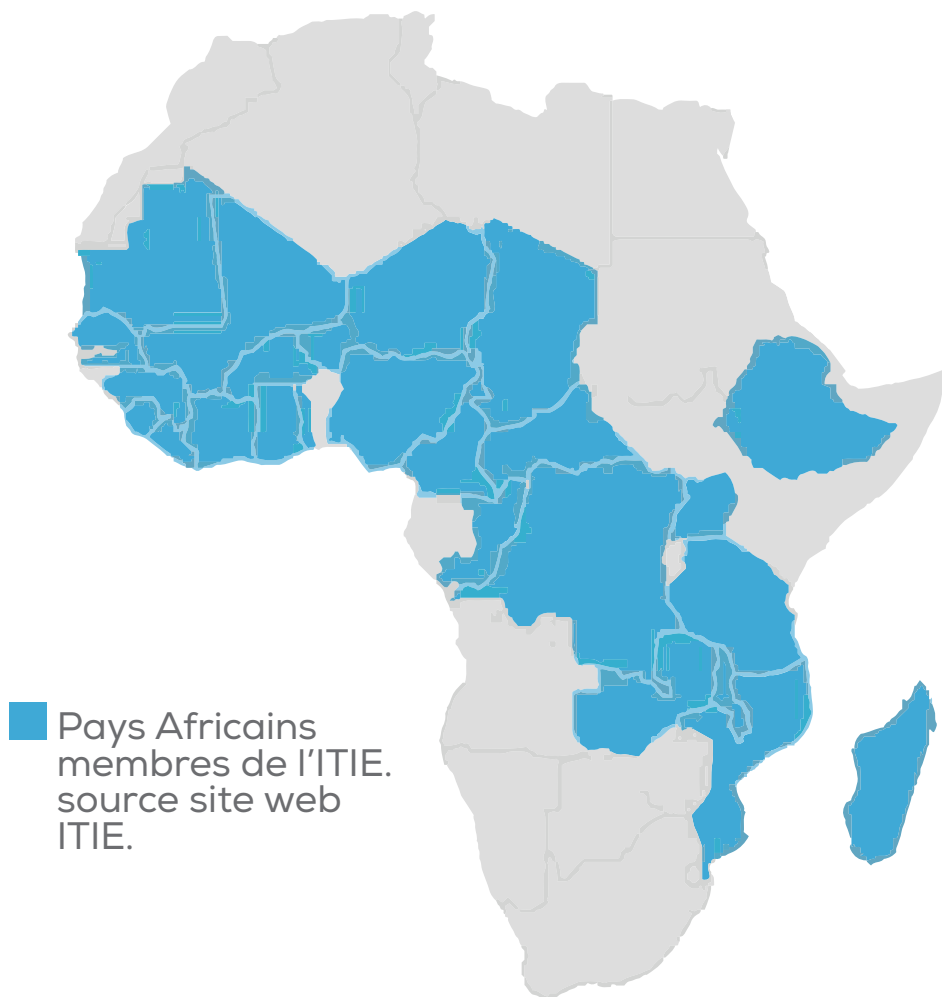
28- Développer une prospective économique lucide et prévoyante, de manière à financer la diversification et la transition économiques par l'impôt sur les mines, compte tenu de leur caractère limité.



29- Adopter une stratégie de communication prudente et appropriée. Certains dirigeants sont réputés ne pas communiquer sur leurs ressources minières afin d'éviter des appétits malsains et l'explosion des « guerres » de prédation.



30- Travailler in fine de concert avec L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), pour améliorer aussi bien la transparence que la bonne gestion des ressources minières.



## CONCLUSION

### Les principaux défis qui se dégagent de l'état des lieux de l'exploitation minière en Afrique

Toutes ces préconisations constituent autant d'éléments de la boussole minière qui doit orienter tous les acteurs de ce secteur à chaque étape du processus d'exploitation des mines en Afrique. Elles ont vocation à permettre aux États africains d'atteindre les objectifs de la Vision africaine des mines dont l'enjeu principal est de développer « Un secteur minier bien gouverné qui contribue à l'industrialisation de l'Afrique ».

Le RAF 2019 s'est par conséquent achevé sur le vœu que ses propositions s'incarnent dans des politiques effectives, afin que les mines cessent paradoxalement de miner l'essor de l'Afrique à travers les conflits armés qu'elles suscitent. Elles ont plutôt vocation à être des leviers de croissance, d'émancipation collective et de puissance.

Le RAF 2019 en a indiqué les voies et moyens, reste à chaque acteur de jouer sa partition, à commencer par les acteurs étatiques qui doivent impulser les dynamiques ici déclinées.



# REBRANDINGAFRICA<sup>FORUM</sup>

« Socio-economic Challenges  
of mining in Africa »

4 - 5 & 6 Octobre / October 2019

6ème  
**Edition**  
30<sup>clés</sup>  
**Idées**

[www.rebrandingafrica.com](http://www.rebrandingafrica.com)  
[contact@rebrandingafrica.com](mailto:contact@rebrandingafrica.com)

 Rebranding Africa Forum  @rebrandingAF  Rebranding Africa  Rebranding Africa

Organisé en Partenariat avec

**NOTREAFRIK**